C O N S E I L G E N E R A L
D E S H A U T S - D E - S E I N E

R E P U B L I Q U E F R A N C A I S E
LIBERTE - EGALITE - FRATERNITE

SÉANCE PUBLIQUE DU VENDREDI 25 JUIN 2010

GROUPE COMMUNISTE ET CITOYEN

QUESTION ORALE DE MONSIEUR PATRICK ALEXANIAN
A MONSIEUR LE PREFET

RELATIVE A LA POLITIQUE DE LA VILLE

Monsieur le Préfet,

Pour faire suite aux préoccupations des habitants de Bagneux, pour faire suite également à nos débats au sein de cette assemblée concernant les contrats urbains de cohésion sociale (CUCS), j'ai souhaité vous interroger sur la politique de la ville menée par le gouvernement.

Dans un contexte de refonte de la politique de la ville, géographie prioritaire et contrats urbains de cohésion sociale, et en cette année du dixième anniversaire de la loi SRU, je veux attirer l'attention sur l'intolérable et persistante situation de nos quartiers.

Les promesses du candidat Nicolas Sarkozy de 2007 n'étaient pourtant pas minimes : « Je consacrerai beaucoup d'argent aux banlieues, dans l'éducation, la formation, la rénovation urbaine, les services publics, les transports, l'activité économique. Je n'accepte pas qu'on se soit résigné à laisser se développer tant de ghettos scolaires et urbains. »

Trois ans plus tard, une évidence s'impose : la politique de la ville est le parent pauvre de l'action gouvernementale. Les budgets fondent, les arbitrages cruciaux sont repoussés depuis plus d'un an.

Nous ne pouvons vous cacher notre inquiétude concernant le calendrier, ou plutôt l'absence de calendrier, des reformes en cours qui sont la révision de la géographie prioritaire, lancée en mars 2009, et l'avenir des contrats urbains de cohésion sociale (CUCS) qui prennent fin en 2010.
Quid après cette date?
Cette navigation à vue place les élus locaux et les acteurs associatifs dans l'incertitude.

Le moment est venu d'une réforme ambitieuse, et cela pour trois raisons à mon sens :

- La crise économique frappe durement les habitants précaires des banlieues.

- Les exigences du développement durable donnent à la politique de la ville une nouvelle légitimité.
- Alors que la première génération de CUCS arrive à échéance, les collectivités se trouvent confrontées à la révision générale des politiques publiques, à la réforme territoriale et à celle des finances locales avec la suppression de la taxe professionnelle et un nouveau système annoncé de péréquation (DSU notamment). Il est donc urgent de répondre aux besoins et d'assumer ses responsabilités.

Une politique de la ville efficace ne doit pas décider « d'en haut » des types d'action à financer, au contraire, elle doit encourager et financer des actions qui sont efficaces parce que décidées par des acteurs locaux sur la base de réalités concrètes de terrain.

Je salue d'ailleurs l'engagement des élus locaux qui se sont battus pour en faire des lieux de vie, pour les doter d'équipements et de services publics dignes de ce nom malgré les attaques gouvernementales.

Je salue également tous les acteurs de terrain, qui patiemment au prix d'importants efforts, tissent les liens, animent nos quartiers, font vivre nos villes. Ils méritent d'être plus fortement encouragés, soutenus et reconnus.

Si on peut se réjouir qu'un groupe de travail consacré à l'aide aux quartiers défavorisés se soit constitué sous l'égide du comité d'évaluation et de contrôle des politiques publiques, je pense pouvoir d'ores et déjà dire qu'une conclusion s'impose : la politique de la ville est actuellement sous-dotée.

Quels sont les projets ? Y aura-t-il un ANRU 2 ?

Avec l'annonce du plan de rigueur, mais aussi au regard du désengagement de l'Etat depuis de trop nombreuses années, les craintes de voir la politique de la ville devenir une branche morte de la politique gouvernementale semblent se justifier.

C'est d'autant plus préoccupant que dans notre Département, comme le montre notamment les subventions CUCS 2009, les financements pour nos quartiers sont plus qu'à la traîne.

À toutes ces interpellations, il est urgent que le Gouvernement apporte des réponses dans le sens d'une plus grande solidarité envers les villes populaires.